

Pouvoir adjudicateur : UGECAM PACA CORSE
Siège : 42 Boulevard de la Gaye 13009 Marseille

Service Marchés publics :
IUR Valmante – BP 83
42 boulevard de la Gaye
13275 Marseille cedex 9

Appel d'offres ouvert*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

« Accord-Cadre multi-attributaires relatif à l'acquisition et à la location longue durée de véhicules neufs ou d'occasion pour les établissements de l'UGECAM PACA et Corse »

Référence : marché n° 2024.59

* Etabli en application du Code de la Commande Publique et selon les termes de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale

Sommaire

Sommaire	2
1- Un groupe régional de 26 établissements et un seul pouvoir adjudicateur	5
2 – Une mission de service public	5
3 – Les publics accueillis	6
Article 1 – Objet du marché	8
Article 2 - Décomposition du marché.....	8
2.1 - Allotissement.....	8
2.2 – Nombre d’attributaires.....	9
Article 3 - Durée du marché et modalités de reconduction.....	9
Article 4 – Délais	9
4.1 – Délais d’exécution du marché	9
4.2 – Délais d’exécution des bons de commande.....	9
Article 5 - Variantes imposées.....	10
5.1 – Lots 1 et 2 : contrats d’entretien	10
5.2 – Lot 2 uniquement : contrat d’assurance	11
Article 6 – Conditions générales d’exécution.....	11
6.1 – Conditions d’exécutions des prestations.....	11
6.2 – Désignation d’un référent	11
6.3 – Identification du personnel	12
6.4 – Respect des consignes	12
6.5 – Obligation de résultat.....	13
6.6 – Passation de commande	13
6.7 – Modalités de livraison	13
6.8 – Reprise et échanges de produits livrés (lot 1)	14
6.9 – Clause limitative suite à défaut d’exécution	15
6.10 – Informations techniques – transfert de compétences.....	15
Article 7 - Exclusivité d’achat.....	15
Article 8 – Documents contractuels	15
8.1 – Pièces particulières.....	15
8.2 – Pièces générales	16

8.3 – Pièces à remettre au titulaire – Notification du marché – Cession ou nantissement de créances générales	16
Article 9 – Assurances	17
Article 10 – Intervenants	17
10.1 – Sous-traitance.....	17
10.2– Entreprises groupées.....	18
Article 11 – Correspondants de l’UGECAM PACA CORSE	18
11.1 – Services administratifs.....	18
Article 12 – Indication des montants/quantités.....	21
Article 13 – Modalités de détermination des prix.....	21
13.1 – Répartition des paiements	21
13.2 – Contenu des prix.....	21
13.3 – Modalités de variations des prix	22
13.4 – Application de la taxe à la valeur ajoutée	22
Article 14 – Avance.....	22
Article 15 – Remboursement de l’avance	22
Article 16 – Acomptes et paiements partiels	23
Article 17 – Paiement et établissement de la facture	23
17.1 – Mode de règlement.....	23
17.2 – Présentation des demandes de paiement auprès de Chorus Pro	23
17.3 – Intérêts moratoires.....	25
Article 18 – Règles communes d’exécution des marchés subséquents.....	26
18.1 – Modalités d’attribution et remise en concurrence des marchés subséquents.....	26
18.2 – Délais d’exécution des marchés subséquents.....	26
18.3 – Délais de réponse aux marchés subséquents.....	26
18.4 – Présentation des offres des marchés subséquents.....	27
18.4.1 – Généralités sur la présentation des offres des marchés subséquents.....	27
18.4.2 - Adresse de remise des offres des marchés subséquents.....	27
18.5 – Offre de prix pour les marchés subséquents.....	28
18.6 – Contenu des prix.....	28
18.7 – Jugement des offres pour les marchés subséquents	28
18.7.1 - Critère prix lot n°1	28
18.7.2 - Critère prix lot n°2	29
18.7.3 – Valeur technique pour le lot 1.....	29

18.7.4 – Valeur technique pour le lot 2.....	29
18.8 – Notification des marchés subséquents	30
Article 19 – Dispositions particulières des marchés subséquents	30
19.1 – Motivation de non-réponse	30
19.2 – Pénalité pour non-réponse.....	30
19.3 – Pénalités pour retard de livraison	30
Article 20 – Opérations de vérification et admission	31
20.1 – Vérifications – admission – transfert de propriété	31
20.2 – Constat d’exécution du service	31
Article 21 – Garantie.....	32
Article 22 – Dispositions applicables en cas de titulaires étranger	33
Article 23 – Clause de réexamen	33
Article 24 – Confidentialité.....	34
24.1 – Confidentialité des échanges dans le cadre du marché	34
24.2 – Confidentialité des données.....	34
Article 25 – Obligations du titulaire	35
Article 26 – Evaluation de la prestation	36
Article 27 – Pénalités	37
Article 28 – Attribution de compétences	38
Article 29 – Eviction du titulaire	39
Article 30 – Mesures coercitives	39
Article 31 – Résiliation.....	39
Article 32 – Redressement ou liquidation judiciaire	40

Partie 1 - Préambule – Présentation de l'organisme

Avec plus d'1 milliard de chiffre d'affaires, l'**Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie** est le 1er opérateur de santé privé non lucratif, particulièrement impliqué dans les domaines des soins de suite et de réadaptation (10% de l'offre nationale en rééducation fonctionnelle, 7% des Soins de Suite) et le secteur médico-social (17% de la réinsertion professionnelle des travailleurs handicapés). Le **GROUPE UGECAM** compte 225 établissements, 14 500 lits et places, 13 500 professionnels en France.

Ses missions se résument en 3 points :

- **Soigner, rééduquer** : le GROUPE UGECAM soigne et rééduque toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap, quel que soit son âge.
- **Réinsérer** : pour les personnes isolées par le handicap ou la maladie, le GROUPE UGECAM développe des programmes de réinsertion dans la vie dite ordinaire (dont la réinsertion professionnelle).
- **Accompagner au quotidien** : le GROUPE UGECAM prend en charge les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap lourd (physique ou mental), ayant besoin de soins à vie, au quotidien, dans des structures adaptées.

1- Un groupe régional de 26 établissements et un seul pouvoir adjudicateur

L'UGECAM PACA et CORSE se compose de 26 établissements de soins développant soit des activités de soins de suite et de réadaptation fonctionnelle soit des activités médico-sociales orientées sur la prise en charge des enfants, adolescents ou adultes handicapés.

Ses objectifs principaux sont d'accompagner au niveau régional, les établissements de santé appartenant au réseau de l'assurance maladie dans la gestion de leurs orientations stratégiques, de leur patrimoine et de leurs ressources. Répartis sur les départements des Alpes de Haute Provence, Hautes-Alpes, Bouches du Rhône, Alpes Maritimes, Var et Vaucluse, les établissements comptent environ 1740 salariés, 2300 usagers et 1556 lits.

Deuxième poste de dépense des établissements après celui de la masse salariale, les achats sont centralisés au siège social, avec trois objectifs principaux; redonner une marge de manœuvre financière aux établissements, garantir la satisfaction des clients internes et la bonne prise en charge des résidents et patients en respectant la réglementation encadrant les marchés publics. La cellule achats-marchés pilote l'ensemble du processus achat pour respecter ces objectifs.

2 – Une mission de service public

Organisme privé à but non lucratif, le GROUPE UGECAM assure une mission de service public bâtie sur les valeurs fondatrices de l'Assurance Maladie : égalité, solidarité, accessibilité.

- Un accès aux soins ouvert à tous, sans discrimination : le GROUPE UGECAM prend en charge ses patients, sans considération sociale, familiale ou financière. Il veille à maintenir l'égalité d'accès à tous.
- Des soins conventionnés : les soins sont pratiqués sans dépassement d'honoraires.
- Une proximité valorisée : dans un souci d'efficacité et de qualité, le GROUPE UGECAM se positionne au plus près des populations pour garantir, suivre et anticiper leurs besoins.
- Une prise en charge personnalisée : le GROUPE UGECAM axe son développement sur la prise en charge de la personne dans son intégralité. Grâce à la mise en commun des compétences des professionnels de santé et de l'action sociale, tous les aspects qui participent à la réinsertion sont pris en compte : médicaux, familiaux, financiers, professionnels...

3 – Les publics accueillis

- **Enfants et adolescents:** l'UGECAM PACA Corse réunit, autour de l'enfance et de l'adolescence, une expertise à la fois médicale, psychologique, éducative et sociale ;

⇒ Troubles du comportement : les enfants souffrent de troubles du développement, du comportement ou de déficiences intellectuelles diverses comme le trouble du spectre autistique. Ils ont donc besoin de prises en charges spécifiques.

⇒ Polyhandicaps : les enfants et adolescents présentent une déficience mentale et motrice sévère qui limitent leur autonomie dans la vie quotidienne.

- **Adultes**

Les établissements de l'UGECAM PACA-Corse accueillent des adultes, sans distinction d'âge ou de sexe et nécessitant des soins de rééducation et/ou de réadaptation, de formation avant leur retour dans leur lieu de vie habituel ou / professionnel.

- **Personnes âgées dépendantes**

Le Centre Médical Le Cousson (Digne) propose une Unité Cognitivo-Comportementale dont l'objectif est d'accueillir les personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de pathologies approchantes.

La mission première de cette unité qui couvre les Alpes de Haute-Provence et les Hautes-Alpes, est d'effectuer une rééducation cognitive afin de stabiliser voire réduire les troubles du comportement après une crise.

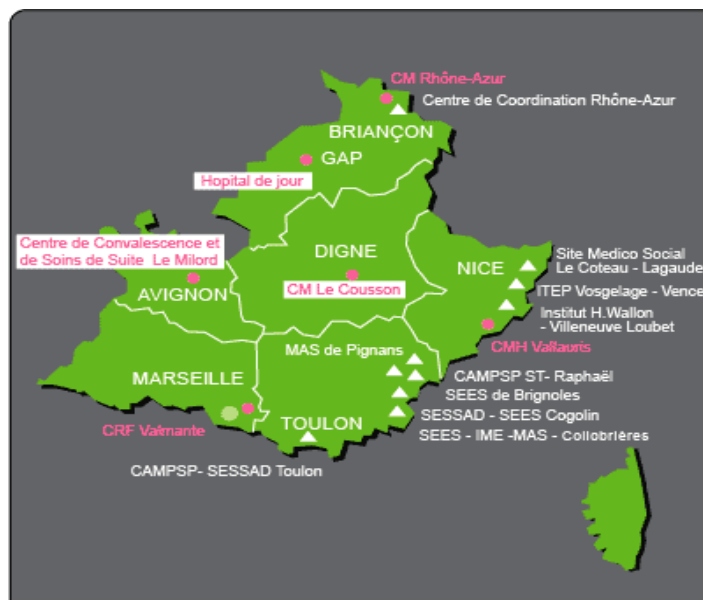
Grâce à un programme individualisé, l'équipe pluridisciplinaire propose une prise en charge adaptée et évalue la faisabilité des différentes solutions envisagées après la sortie.

- **Personnes handicapées en reconversion professionnelle**

L'UGECAM PACA Corse est un acteur reconnu du reclassement social et professionnel des travailleurs handicapés à la recherche d'un emploi ou en reconversion professionnelle.

Les établissements sur Briançon et la Gaude, connus et reconnus, accueillent des demandeurs d'emploi handicapés jeunes et adultes, afin de leur offrir des solutions aux problématiques d'orientation, de formation, d'insertion et d'accompagnement à l'emploi.

Voici une présentation de l'implantation géographique des Etablissements :



Partie 2 - Dispositions générales

Article 1 – Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières a pour objet un Accord-Cadre multi-attributaires à marchés subséquents relatif à l'acquisition et la location longue durée de véhicules neufs ou d'occasion avec reprises d'anciens véhicules et contrats d'entretien éventuels pour les établissements sanitaires et médicaux sociaux de l'UGECAM PACA et Corse.

La référence interne de la procédure de consultation est le n° 2024.59.

Le présent accord cadre lancé en procédure d'appel d'offres ouvert est passé en application des articles L2124-2 R2124-2-1° et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique.

La description des fournitures et/ou prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTPs) et dans les Annexes financières (BPU et DQE) de chaque lot.

L'UGECAM PACA ET CORSE se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord cadre des opérations spécifiques.

Il en sera de même en cas d'absence de respect des dispositions de l'accord-cadre par les titulaires (absence de réponse, même motivée, non-respect de l'offre qualificative notamment, non-respect des niveaux minimums requis pour rendre l'offre aux marchés subséquents conforme... cf. Article 29 « Eviction du titulaire » du présent CCAP).

En cas d'impossibilité du titulaire de fournir le produit en adéquation avec les exigences techniques, fonctionnelles ou économiques de l'établissement, l'UGECAM PACA et Corse se réserve le droit de réaliser l'achat hors du présent marché public.

Article 2 - Décomposition du marché

2.1 - Allotissement

La procédure est composée de 2 lots définis comme suit :

- Lot 1 : Acquisition de véhicules
- Lot 2 : Location longue durée de véhicules

Et sous-alloti :

- Sous lot 1 : Véhicules de 2 à 5 places sauf ludospaces (lots 1 et 2)
- Sous lot 2 : Véhicules ludospaces 5 places (lots 1 et 2)
- Sous lot 3 : Véhicules de transport 7 (type VP) et 9 places type minibus (lots 1 et 2)
- Sous lot 4 : TPMR (uniquement le lot 1)

Le détail des sous-lots est stipulé à l'article 2.2 des CCTPs.

2.2 – Nombre d’attributaires

Chaque lot de l'accord-cadre pourra être attribué à plusieurs opérateurs économiques. Il sera retenu un nombre maximum de 3 titulaires distincts par lot sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres. L'UGECAM PACA et Corse se réserve le droit d'attribuer un lot qu'à un seul opérateur économique dans l'éventualité où il n'y aurait qu'un seul soumissionnaire.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Ils pourront répondre à l'ensemble ou à une partie des sous-lots composant un lot (c'est-à-dire des différents types de véhicules décrits ci-dessous). Ils préciseront l'étendue de leur offre en remplissant les annexes 1 et 2 du CCTP – Etendue de l'offre).

Article 3 - Durée du marché et modalités de reconduction

L'accord-cadre est conclu pour une période contractuelle initiale allant de sa date de notification pour une durée d'un an.

L'accord-cadre pourra être reconduit 3 fois par période de 12 mois pour une durée totale de 4 ans.

La décision de reconduire l'accord-cadre interviendra de manière tacite, sans que le pouvoir adjudicateur n'ait à avertir le titulaire. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard un mois avant la fin de la période en cours de l'accord-cadre. Selon les dispositions de l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour la partie non exécutée.

Article 4 – Délais

4.1 – Délais d'exécution du marché

Les véhicules faisant l'objet de chaque bon de commande devront être livrés dans les délais précisés par le titulaire dans son offre à compter de la date de notification (réception) du bon de commande. Dans le cas contraire l'application des pénalités prévues à l'article n° 27 du présent CCAP sera effective.

4.2 – Délais d'exécution des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des marchés subséquents par bons de commande.

Seule, la Direction Générale (Marseille Siège) est habilitée à valider les commandes de véhicules.

La personne habilitée à signer les bons de commande est : La Directrice de l'établissement ou son délégataire.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande. Les bons de commande pourront être centralisés au niveau du siège ou transmis par les services achats de

chacun des établissements concernés.

Les bons de commande comporteront :

- La référence au marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation du/des véhicules demandés ;
- La quantité commandée ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix marché;
- Le lieu et la date de livraison ;
- La date limite de livraison ;
- L'adresse de facturation.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.
L'exécution des bons de commande ne pourra excéder 6 mois après la date de fin du marché (AOO).

Article 5 - Variantes imposées

5.1 – Lots 1 et 2 : contrats d'entretien

Le marché comprend des variantes (anciennement options ou prestations supplémentaires éventuelles obligatoires) :

Elles sont relatives aux contrats d'entretien dans le cadre de l'achat de véhicules (lot 1).

- Variante n° 1 : Contrat d'entretien à minima des véhicules de chaque lot sur 5 ans

Le Soumissionnaire devra impérativement fournir avec son offre une proposition de contrat d'entretien à minima des véhicules proposés dans chaque lot sur une durée de 5 ans hors pneumatiques et Carrosserie. Le kilométrage annuel prévisionnel des véhicules est indiqué en dernière colonne du DQE de chaque pour permettre une valorisation du contrat aisée.

Le contenu du détail du contrat d'entretien des véhicules à minima est à renseigner dans la partie de la question n° 4 du cadre de mémoire technique fourni par le pouvoir adjudicateur.

Le soumissionnaire fournira un exemplaire du contrat d'entretien à minima dans son offre.

L'UGECAM PACA & Corse se réserve le droit d'affermir ou pas cette variante. La précision sera apportée au soumissionnaire sur le bon de commande du marché subséquent.

- Variante n° 2 : Contrat d'entretien intégral des véhicules de chaque lot sur 5 ans avec extension de garantie constructeur

Le Soumissionnaire devra impérativement fournir avec son offre une proposition de contrat d'entretien intégral des véhicules proposés dans chaque lot sur une durée de 5 ans hors pneumatiques et Carrosserie avec extension de garantie constructeur. Le kilométrage annuel prévisionnel des véhicules est indiqué en dernière colonne du DQE de chaque lot pour permettre une valorisation du contrat aisée.

Le contenu du détail du contrat d'entretien des véhicules à minima est à renseigner dans la partie de la question n° 4 du cadre de mémoire technique fourni par le pouvoir adjudicateur.

Le soumissionnaire fournira un exemplaire du contrat d'entretien intégral dans son offre.

L'UGECAM PACA & Corse se réserve le droit d'affermir ou pas cette variante. La précision sera apportée au soumissionnaire sur le bon de commande du marché subséquent.

5.2 – Lot 2 uniquement : contrat d'assurance

Il est demandé au titulaire de proposer une solution d'assurance et de gestion des sinistres des véhicules et de ce fait leur prise en charge. Ces solutions seront présentées dans le mémoire technique.

Deux types d'assurances peuvent être souscrites :

- Assurance tous risques ; couverture du vol, de l'incendie et des dommages liés aux intempéries. Le titulaire doit présenter les modalités de mise en œuvre de son assurance dans le mémoire technique et ce qui concerne le montant de la franchise accident/bris de glace, la garantie des effets personnels en cas de vol.
- Perte financière : solde permettant une indemnité intégrale de la valeur du véhicule.

Les différents types d'assurance doivent couvrir tous les véhicules de la flotte du titulaire, que ce soit ceux objet de la prestation de location longue durée ou ceux d'attente ou de remplacement et ce, dès leur livraison.

Article 6 – Conditions générales d'exécution

6.1 – Conditions d'exécutions des prestations

Une attention toute particulière devra être portée par le Titulaire sur le respect des délais d'exécution stipulés dans le CCTP.

Attention : les Etablissements suivants sont ouverts 210 jours par an :

Dans le VAR :

SEES et SESSAD LA BASTIDE COGOLIN
CAMPS SAINT RAPHAEL
SEES LE CIGALON BRIGNOLES
SESSAD LES PIERIDES et SEES LES FARFADETS LA VALETTE
CAMSP TOULON

Dans les ALPES MARITIMES:

VOSGE LADE
LA GAUDE
HENRI WALLON

6.2 – Désignation d'un référent

L'entreprise titulaire devra dès l'attribution de l'accord cadre désigner une personne physique

responsable pour la représenter vis-à-vis de la Personne Publique pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Son identité sera communiquée au pouvoir adjudicateur et tout changement sera également immédiatement communiqué au pouvoir adjudicateur.

6.3 – Identification du personnel

Le titulaire précisera à l'établissement, dans le cadre de sa soumission, la qualification professionnelle des différents personnels intervenant dans le cadre du marché.

Les personnels pressentis, tels qu'indiqués dans le mémoire technique, devront être ceux présents effectivement lors de la réalisation des prestations.

Si au cours de la durée du marché l'un des intervenants n'était plus en mesure d'assurer les prestations, prévues contractuellement, le titulaire est tenu d'avertir le pouvoir adjudicateur dès que possible. Il est alors tenu de proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires, et de transmettre le CV du personnel remplaçant.

Les personnels du titulaire intervenant sur les sites seront porteurs d'une carte professionnelle.

Dans le cas contraire il sera fait application des pénalités à l'article n°27 présent CCAP.

6.4 – Respect des consignes

Le titulaire est seul responsable de l'organisation du travail du respect des consignes (de sécurité, d'accès, etc...) de ses personnels. Est désigné par personnels du titulaire, dans cet article, l'ensemble des personnels relevant du titulaire au titre du présent contrat, qu'il s'agisse de son personnel ou de celui de ses cotraitants et/ou de ses sous-traitants.

Le titulaire veillera à ce que ses personnels se conforment strictement aux conditions d'accès des locaux de l'établissement telles que ce dernier les aura définies.

Le titulaire du marché s'engage à enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité propre aux bâtiments et à contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Les personnels du titulaire doivent, dans les locaux de l'établissement, porter en permanence et de façon très lisible sur leur vêtement de travail, le nom du titulaire, ou tout autre signe distinct qui sera soumis à l'accord préalable de l'établissement. Des consignes de circulation seront édictées par l'établissement désigné.

Le titulaire est seul responsable de la discipline et de la bonne tenue de ses personnels dans les locaux. Il établira des consignes précises à leur intention ; ces consignes seront communiquées à l'établissement avant leur diffusion aux personnels concernés.

6.5 – Obligation de résultat

Le présent marché impose au titulaire, des obligations de résultats et des obligations de moyens. Les obligations de moyens sont caractérisées par les stipulations des pièces particulières du marché, et complétées par l'offre du candidat.

La garantie de résultat porte sur :

- Garantir la continuité de service,
- Garantir la sécurité des personnes et des biens,
- **Respect des délais d'interventions**

6.6 – Passation de commande

Les fournitures et/ou prestations sont commandées par bons de commande signés par le Directeur général ou son représentant. Les bons de commande indiquent la référence du marché, la désignation des fournitures et/ou prestations, la quantité commandée et le prix correspondant. Ils sont signés électroniquement et envoyés par courriel (électronique). Le titulaire est dans l'obligation de transmettre aux services de l'UGECAM Paca Corse une adresse courriel valable et unique, pour réception des bons de commande.

Les bons de commande pourront être centralisés au niveau du siège ou transmis par les services achats de chacun des établissements concernés.

Préalablement à l'établissement d'une commande, le service utilisateur pourra prendre rendez-vous, s'il le juge nécessaire, avec le titulaire du marché afin de déterminer la nature, la quantité, et les dispositions relatives à la livraison et/ou l'installation.

Dans le cas où un devis est demandé par le service utilisateur, préalablement à l'établissement d'une commande, celui-ci doit être fourni par le titulaire dans un **délai maximal de 5 jours suivant la demande sous peine d'application des pénalités prévues à l'article 27 du présent CCAP.**

6.7 – Modalités de livraison

Une prise de rendez-vous devra être effectuée avant toute livraison ou reprise de véhicules anciens (lot 1), au moins 48 heures avant les opérations de livraison, précisant le jour et l'heure de livraison. Aussi, le titulaire s'engage à prévenir par télécopie, le service réceptionnaire de son impossibilité à livrer dans les délais prévus au marché, au moins 24 heures avant la date prévue. Le service déterminera alors les suites à donner.

Le délai de livraison maximal des fournitures et/ou prestations sur lequel s'engage le titulaire figure dans son offre.

Le matériel doit être livré dans chaque service et conditionné conformément aux bons de commande établis par le pouvoir adjudicateur.

Les livraisons sont effectuées dans un lieu désigné par la personne qui réceptionne les commandes en respectant les contraintes d'accès et les horaires d'ouverture.

Le titulaire devra s'assurer que le cubage du camion est approprié au site.

La livraison et l'installation sont entièrement à la charge du titulaire du marché qui devra prévoir le déballage **et l'évacuation des emballages vides**. Ces opérations sont effectuées exclusivement par le personnel de l'entreprise ; en aucun cas le personnel du pouvoir adjudicateur ne pourra être sollicité pour participer à ces opérations. Une fois ces opérations terminées, le personnel de l'entreprise présente un bon de livraison au visa du responsable du service réceptionnaire ou son représentant.

En cas de recours à un transporteur, le prestataire devra lui transmettre tous les éléments nécessaires à la bonne exécution des prestations de déchargement.

Les opérations de livraison sont réputées comprendre :

- L'acheminement,
- Le déchargement des camions,
- La manutention à l'intérieur du bâtiment à l'emplacement indiqué par le personnel du pouvoir adjudicateur.
- La fourniture des véhicules immatriculés et sérigraphiés aux couleurs de l'UGECAM PACA & Corse avec le plein de carburant.
- La mise en service avec une formation à la prise en main du véhicule
- La carte grise au nom de UNION DE GESTION DES ETABLISSEMENTS DE LA CAISSE D'ASSURANCE MALADIE PACA & Corse (UGECAM PACA & Corse)
- La fourniture de gilets de sécurité équivalant au nombre de places assises du véhicule, d'un triangle de pré-signalisation, 2 éthylotests, une trousse de secours ainsi qu'une boîte d'ampoules de rechange adaptée à chaque véhicule livré.

Le titulaire doit prévoir le personnel suffisant et le matériel de manutention nécessaire (transpalette manuel, diable) pour procéder aux montages éventuels. Ces opérations sont effectuées exclusivement par le personnel de l'entreprise. Une fois ces opérations terminées, le personnel de l'entreprise présente un bon de livraison au visa du responsable du service destinataire.

En application de l'article 20.2.2 du CCAG FCS, les emballages restent la propriété du titulaire. Il a en charge leur enlèvement.

6.8 – Reprise et échanges de produits livrés (lot 1)

La reprise ou l'échange des produits peuvent être demandés dans un délai d'un mois à compter de la livraison sous réserve du bon état des marchandises. Ils s'effectuent gratuitement et font systématiquement l'objet d'un avoir, ou d'un ajustement de la facture s'il s'agit d'un échange.

Le délai de vérification du quantitatif est de 24h sachant que le samedi et le dimanche ainsi que les jours fériés légaux neutralisent ce délai.

La reprise s'effectue dans un délai de 10 jours ouvrés après la demande formulée par la Direction de l'Etablissement.

Lors de la reprise, un bon de reprise est édité par le titulaire selon les mêmes modalités que pour les bons de livraison.

6.9 – Clause limitative suite à défaut d'exécution

L'UGECAM Paca Corse peut faire procéder par un tiers à l'exécution des fournitures ou prestations prévues par le marché public en cas d'inexécution par le titulaire d'une fourniture ou prestation qui ne peut souffrir aucun retard, ou d'une absence de réponse de la part du titulaire (après une relance écrite du pouvoir adjudicateur).

Dans le cadre de l'exécution aux frais et risques, et en cas de différence de prix au détriment de l'UGECAM Paca Corse, l'augmentation des dépenses sera mise de plein droit à la charge du titulaire et imputée d'office sur le montant du premier paiement suivant effectué à son profit (article 45 du CCAG FCS 2021).

6.10 – Informations techniques – transfert de compétences

Le titulaire fournira la documentation technique rédigée en langue française indiquant les caractéristiques techniques des véhicules, ainsi que les procédures courantes d'utilisation et d'entretien.

Article 7 - Exclusivité d'achat

Pour les accords-cadres multi attributaires, et les marchés subséquents qui en découlent : seuls les titulaires de l'accord -cadre peuvent se voir attribuer des marchés subséquents.

Toutefois, l'UGECAM Paca Corse pourra déroger à la règle de l'exclusivité, dans l'un des cas suivants :

- ✓ Absence de réponse de l'ensemble des titulaires
- ✓ Urgence impérieuse ou urgence simple

Si les entreprises attributaires sont dans l'impossibilité d'assurer la prestation, l'UGECAM Paca Corse se réserve le droit de passer commande à un autre prestataire, sans avoir à justifier sa démarche auprès dudit ou desdits titulaire(s) ou à verser à ce(s) dernier(s) une quelconque indemnité.

Article 8 – Documents contractuels

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

8.1 – Pièces particulières

Conformément à l'article 4.1 des CCAG FCS 2021, les pièces particulières prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement et l'annexe financière
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
- L'offre technique du prestataire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

Par dérogation à l'article 4.1 des CCAG FCS 2021, sont aussi fournies les pièces suivantes :

- Le catalogue public du titulaire, catalogue applicable à l'ensemble de sa clientèle
- Les bons de commande
- Les PV de réunions

Seuls les exemplaires gardés dans les archives de l'administration font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché.

8.2 – Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021)
- Le Code de la Commande Publique
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale
- Les réglementations et normes homologuées en vigueur

Les textes applicables sont ceux en vigueur au 1er jour du mois qui précède la date limite de réception des offres. Les pièces générales réputées connues du titulaire font partie intégrante du marché quoique n'étant pas jointes au dossier.

8.3 – Pièces à remettre au titulaire – Notification du marché – Cession ou nantissement de créances générales

Le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG, la notification du marché comprend les pièces :

- Acte d'engagement,
- Le bordereau des prix

En cas de groupement, la notification du marché sera envoyée au mandataire.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire **à sa demande** soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande de nantissement ou de cession de créances devra être adressée au service des marchés publics de l'UGECAM PACA et CORSE :

Service des marchés publics

IUR Valmante – BP 83

42 boulevard de la Gaye

13275 Marseille cedex 9

@ : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

Article 9 – Assurances

Pour le lot concernant l'achat de véhicule, il sera fait application de l'article 9 du CCAG FCS.

L'établissement demandeur s'engage à souscrire, à effet du jour de la prise en charge des véhicules, un contrat d'assurance garantissant tous les risques.

Pour le lot 2, se référer à la clause de variante imposée d'assurance à l'article 5.2.

Article 10 – Intervenants

10.1 – Sous-traitance

Seuls, les marchés publics de travaux, de services ou les marchés industriels peuvent être partiellement sous-traités.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies par les articles L 2193-1 à 14 et R 2193-1 à 41 du Code de la Commande Publique, qui régissent les dispositions relatives à la sous-traitance.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 41.1 du CCAG FCS).

10.2– Entreprises groupées

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin. Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des entrepreneurs conjoints, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

En application de l'article L 2393-6 du Code de la Commande Publique, l'acheteur peut exiger que certaines tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire (notamment pour des motifs liés à la sécurité des approvisionnements ou des informations).

Article 11 – Correspondants de l'UGECAM PACA CORSE

11.1 – Services administratifs

SERVICE DES MARCHES PUBLICS	
Adresse Service Marchés Publics	IUR Valmante – BP 83 42 boulevard de la Gaye 13275 Marseille cedex 9 Email : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr
Secrétariat Service Marchés Publics	Email : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr
Acheteur Public régional	Camille FERNANDES Téléphone : 04 88 22 86 70 Email : camille.fernandes@ugecam.assurance-maladie.fr Email : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

SERVICE DES ACHATS

P R O V E N C E	<p>IUR Valmante 42 Boulevard de la Gaye BP83 13275 Marseille cedex 9</p> <p>CSSR Le Mylord Pôle de Santé de Carpentras 30 Rond-Point de l'amitié 84200 CARPENTRAS</p> <p>CENTRE MEDICAL « Le Cousson » Route de Nice 04 000 DIGNE LES BAINS</p>	<p><u>En charge de la passation des bons de commande :</u></p> <p>M. TOUITOU Lionel Gestionnaire des Achats Tél : 04 88 22 86 71 lionel.touitou@ugecam.assurance-maladie.fr</p>	<p><u>En charge de la réception / vérification des factures :</u></p> <p>M. MELKA Nathaniel Technicien acheteur Tél : 04 88 22 86 59 nathaniel.melka@ugecam.assurance-maladie.fr</p>
V A R & C O R S E	<p>CENTRE JEAN ITARD Quartier « La Rode » 83 610 COLLOBRIERES</p> <p>MAS BASTIA Route d'Agliani 20200 CORSE</p>	<p><u>En charge de la passation des bons de commande :</u></p> <p>M. RASCAO Serge Gestionnaire des Achats Tél : 04 94 13 55 66 serge.rascao@ugecam.assurance-maladie.fr</p>	<p><u>En charge de la réception / vérification des factures :</u></p> <p>Mme ARIZZI Floriane Technicien acheteur Tél : 04 94 13 55 53 Floriane.arizzi@ugecam.assurance-maladie.fr</p>
A L P E S M A R I T I M E S	<p>CENTRE HELIO MARIN de Vallauris 1090 voie Julia - B P. 169 06 220 VALLAURIS</p> <p>CENTRE HENRI WALLON Chemin des hautes ginstières 06 270 VILLENEUVE LOUBET</p> <p>ITEP VOSGELEDE 1028, chemin de vosgelade 06 140 VENCE</p> <p>CRP LE COTEAU RD 118 lieu-dit « le plan du bois » Route de Saint Laurent 06 610 LA GAUDE</p>	<p><u>En charge de la passation des bons de commande :</u></p> <p>Mme DEROEUX Adeline Gestionnaire des Achats Tél : 04 92 02 53 45 adeline.deroeux@ugecam.assurance-maladie.fr</p>	<p><u>En charge de la réception / vérification des factures :</u></p> <p>Mme POLGE Anaïs Technicien acheteur Tél : 04 92 02 53 21 anais.polge@ugecam.assurance-maladie.fr</p>

A L P E S	CENTRE DE COORDINATION RHONE AZUR 2 avenue Georges Pompidou 05 100 BRIANCON	<u>En charge de la passation des bons de commande :</u>	<u>En charge de la réception / vérification des factures :</u>
	CENTRE MEDICAL RHONE AZUR Chemin des peupliers Lieux dit les Aurouzes 05 000 GAP	M. GUILLOT Serge Gestionnaire des Achats Tel : 04 86 99 11 89 serge.guillot@ugecam.assurance-maladie.fr	Mme BOUNOUS Evelyne Technicien acheteur tel : 04 86 99 11 85 evelyne.bounous@ugecam.assurance-maladie.fr
	CENTRE MEDICAL RHONE AZUR 2 Avenue Adrien Daurelle, 05100 Briançon		

SERVICE TRAITEMENT DES FACTURES

Adeline DEROEUX

Responsable achats

Téléphone : 04 92 02 53 25

@ : adeline.deroeux@ugecam.assurance-maladie.fr

SERVICE COMPTABILITE

Christelle PRUVOST

Responsable comptable

Téléphone : 04 92 02 53 31

@ : christelle.pruvost@ugecam.assurance-maladie.fr

Partie 3 : Prix et modalités de paiement

Article 12 – Indication des montants/quantités

L'accord cadre sera exécuté par la conclusion de marchés subséquents conformément aux articles R2162-2, R2162-7 à 12 du Code de la Commande Publique, suite à la remise en concurrence définie ci-après.

Ces marchés subséquents ainsi conclus seront exécutés par l'émission de bons de commande.

Le marché est un marché à prix mixtes unitaires et forfaitaires.

En application des articles L 2125-1 et R 2162-1 à R 2162-14 du Code de la Commande Publique, le marché est à bons de commande sans minimum pour tous les lots sur la durée totale du marché.

Les montants maximums sont fixés sur toute la durée de l'accord-cadre à :

Lot n°1 : 1 600 000€ HT

Lot n°2 : 1 000 000€ HT

Article 13 – Modalités de détermination des prix

13.1 – Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au prestataire de services de chacun des lots et à ses sous-traitants;
- Au prestataire de services mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

13.2 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Les prix de l'accord cadre seront traités à prix forfaitaires. Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant le transport (franco de port) et tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire.

Les prix sont réputés comprendre notamment:

- La fourniture des véhicules
- La pose de la sérigraphie (l'UGECAM PACA & Corse fournira la charte graphique)
- La livraison sur chaque site
- La mise en service
- La carte grise livrée sur chaque site
- L'immatriculation

- La fourniture de gilets de sécurité, d'un triangle de pré-signalisation, 2 éthylotests, une trousse de secours ainsi qu'une boîte d'ampoules de rechange
- L'entretien pendant la période de garantie
- La reprise éventuelle à la livraison des véhicules, des anciens véhicules de chaque site
- Le contrat d'entretien éventuel des véhicules pour une durée totale de 5 ans en variante (anciennement prestation supplémentaire éventuelle ou option).

L'UGECAM PACA & Corse se réserve le droit d'affermir ou pas cette variante. La précision sera apportée au soumissionnaire sur le bon de commande du marché subséquent.

Le marché est conclu et exécuté en EUROS. Le suivi et la facturation des prestations se feront dans l'unité EURO retenue pour le marché.

13.3 – Modalités de variations des prix

Tous les prix seront réputés fermes.

13.4 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Article 14 – Avance

Le montant de l'avance et ses conditions de mise en œuvre sont déterminés par application des articles R 2191-3 à 19 du Code de la Commande Publique.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Article 15 – Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 et 12 du Code de la commande Publique.

Le taux de début du remboursement de l'avance est fixé à 65,00%.

Article 16 – Acomptes et paiements partiels

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG FCS.

Article 17 – Paiement et établissement de la facture

17.1 – Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 (trente) jours.

17.2 – Présentation des demandes de paiement auprès de Chorus Pro

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations, ainsi que pour les demandes d'acomptes mensuels, au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue.

Le titulaire notifie alors au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.



Dans le cadre des marchés publics, la **facturation dématérialisée est obligatoire** pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) depuis le 1er janvier 2017, pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) depuis le 1er janvier 2018, pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) depuis le 1er janvier 2019, et depuis le 1er janvier 2020 aux très petites entreprises (moins de 10 salariés).

Pour utiliser la facturation électronique, vous devez créer un compte sur la plateforme Chorus Pro afin d'adresser vos demandes de paiement aux entités de la sphère publique dont vous avez remporté le marché. La facturation électronique adressée aux établissements de l'UGECAM PACA CORSE devra ainsi passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « **Chorus Pro** » : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro sur l'un des SIRET suivant en fonction de l'émetteur de la commande :

Nom de l'Etablissement	Adresse	Ville	Code Postal	N° SIRET
SIEGE	42 Boulevard de la Gaye BP 84	Marseille	13009	43017105800372
IUR VALMANTE	42 Boulevard de la Gaye BP 83	Marseille	13009	43017105800398
LE MYLORD	30 rond point de l'amitié	Carpentras	84200	43017105800299

IME de Collobrières	759, Chemin de Camp Bourjas	Collobrières	83610	43017105800042
MAS LA Source à Pignans	Grand Rue	Pignans	83790	43017105800067
FAM les Châtaigniers	759, Chemin de Camp Bourjas	Collobrières	83610	43017105800042
MAS Les Collines	759, Chemin de Camp Bourjas	Collobrières	83610	43017105800042
MAS de BASTIA	Route d'Agliani	Bastia	20200	43017105800430
CMRA Briançon	70, route de Grenoble	Briançon	05105	43017105800174
CPO RHONE AZUR	2 avenue Georges Pompidou	Briançon	05105	43017105800182
CM LE COUSSON	Route de Nice	Digne	04000	43017105800166
CENTRE HELIO MARIN	BP 169	Vallauris	06223	43017105800109
Structures de La Gaude	Route de Saint Laurent du Var Le Plan du bois	La Gaude	06610	43017105800158
Structures de Vence	1028 Chemin de Vosgelade	Vence	06140	43017105800125
Structures de Villeneuve Loubet	Chemin des Hautes Ginestières	Villeneuve Loubet	06270	43017105800117
CMRA Gap	Lieu dit "les Aurouzes" Chemin des peupliers	Gap	05000	43017105800273
SAMSAH VALMANTE	42 Boulevard de la Gaye BP 83	Marseille	13009	43017105800380
CSSR VALMANTE HOP EUROPEEN	3 rue Melchior Guinot CS 20369	Marseille	13003	43017105800265

Indiquer obligatoirement :

- Le n° Siret de l'établissement concerné par la facture
- Le numéro d'engagement¹
-

En cas de difficulté, vous pouvez contacter :

wal.grp-facturation.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

Ou le 04 92 02 53 24 ou 04 92 02 53 31

Le non-respect des dispositions précisées ci-dessus entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro

¹ Le numéro d'engagement peut être :

- Un Numéro de commande dont la structure est la n° CL xxxxxxxx du jour/mois/année (x=chiffres)
- Ou en l'absence de numéro de commande, un Numéro du Marché + mois/année

et une nouvelle date ainsi que la suspension du délai de paiement (articles R. 2192-27 et R.2192-28 du Code de la commande publique).

17.3 – Intérêts moratoires

Le défaut de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Partie 4 – Règles relatives aux marchés subséquents

Article 18 – Règles communes d'exécution des marchés subséquents

18.1 – Modalités d'attribution et remise en concurrence des marchés subséquents

Les marchés passés sur le fondement de l'accord-cadre seront précédés d'une remise en concurrence organisée entre tous les titulaires de l'accord-cadre et portera sur tous les lots à la survenance du besoin.

Les titulaires de chaque lot de l'accord cadre recevront par courriel un DCE du marché subséquent intégrant les besoins de l'année en véhicules avec un bordereau de reprises des véhicules ainsi qu'un Détail Quantitatif Estimatif (DQE).

L'UGECAM PACA & Corse prévoit de lancer une opération annuelle d'achat de véhicules mais pourra réaliser d'autres marchés subséquents exceptionnels dans le courant de la même année en cas de survenance de nouveaux besoins.

Les titulaires de l'accord-cadre devront remettre une offre à chaque remise en concurrence des marchés fondés sur l'accord-cadre.

La durée globale de l'accord cadre ne pourra en aucun cas dépasser 4 ans.

Les marchés subséquents pourront avoir un terme d'exécution au-delà du terme d'application de l'accord-cadre, sans dépasser 6 mois après la date de fin d'exécution de l'accord-cadre.

Les Détails Quantitatifs Estimatifs (DQE) constitueront l'offre de prix pour la mise en concurrence de l'accord cadre et pour l'attribution du premier marché subséquent si aucune modification de besoin n'intervenait d'ici l'attribution de l'accord cadre. Dans le cas contraire, pour toute évolution du besoin à la baisse comme à la hausse, une nouvelle consultation de marché subséquent serait effectuée auprès des titulaires de chaque lot.

18.2 – Délais d'exécution des marchés subséquents

La conclusion des marchés passés sur le fondement du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents pourront avoir un terme d'exécution au-delà du terme d'application de l'accord-cadre, sans dépasser 6 mois après la date de fin d'exécution de l'accord-cadre.

Les titulaires de l'accord cadre devront indiquer leur meilleur délai d'exécution à chaque remise en concurrence.

18.3 – Délais de réponse aux marchés subséquents

Les délais prévisionnels de réponse aux marchés subséquents sont fixés à quinze (15) jours.

18.4 – Présentation des offres des marchés subséquents

18.4.1 – Généralités sur la présentation des offres des marchés subséquents

Le pouvoir adjudicateur organise la présentation des offres des marchés subséquents en tenant compte d'éléments tels que la complexité des prestations attendues ou le temps nécessaire à la transmission des offres.

Ces offres sont proposées conformément aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et les documents de la consultation propres au marché fondé sur l'accord-cadre. Elles sont transmises par tout moyen permettant de déterminer la date et l'heure de réception. Leur contenu doit rester confidentiel jusqu'à l'expiration du délai prévu pour le dépôt des offres.

Chaque offre sera datée et signée par une personne habilitée pour représenter le titulaire.

Pour chaque offre, le titulaire remettra les fiches techniques, ainsi que des photos permettant de visualiser clairement les finitions du véhicule proposé. En effet, l'UGECAM accueille un public sensible dans ses établissements et attendra un certain degré de sécurité et de finitions pour certains véhicules. Ces attentes seront précisées à chaque lancement de subséquent.

Les parties ne pourront pas apporter de modifications substantielles aux termes fixés dans l'accord-cadre lors de la passation des marchés fondés sur cet accord.

Les Détails Quantitatifs Estimatifs (DQE) récapitulent les besoins possibles pour chaque lot. Ils seront utilisés pour réaliser la mise en concurrence dans le cadre des marchés subséquents. Cependant, l'UGECAM PACA & CORSE se réserve l'accès à l'ensemble de l'offre du candidat dans les limites du lot concerné et la possibilité de traiter hors du présent accord cadre des opérations spécifiques, notamment en cas d'impossibilité du titulaire de fournir le produit en adéquation avec les exigences techniques, fonctionnelles ou économiques de l'établissement.

Les candidats présenteront leurs offres en joignant

- Le bordereau de prix de reprises des véhicules anciens (lot 1)
- Le descriptif des produits proposés accompagnés des tarifs publics et remises applicables dans le cadre du présent marché
- Les DQE dûment renseignés
- Le délai de livraison
- Le Cadre de Mémoire Technique dûment rempli et signé

La remise sur les prix publics sera indiquée par le titulaire sur le DQE de chaque lot.

Les parties ne pourront pas apporter de modifications substantielles aux termes fixés dans l'accord-cadre lors de la passation des marchés fondés sur cet accord.

18.4.2 - Adresse de remise des offres des marchés subséquents

La remise d'une offre de marché subséquent se fera par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La précision sera apportée sur la lettre de consultation envoyée à l'ensemble des titulaires du lot concerné précisant les véhicules demandés ainsi que :

- Les spécificités techniques éventuelles,
- La durée de validité des offres subséquentes,
- La date limite des questions,
- La date limite de remise des offres,
- Le contenu des pièces formant le DCE subséquent,
- Les critères de sélection des marchés subséquents

18.5 – Offre de prix pour les marchés subséquents

Les prix sont fixés lors de la mise en concurrence par le biais des marchés subséquents. Ils sont fermes pour toute la durée du marché subséquent.

18.6 – Contenu des prix

Les marchés subséquents seront traités à prix forfaitaires. Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant le transport (franco de port) et tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire.

Les prix sont réputés comprendre notamment:

- La fourniture des véhicules
- La pose de la sérigraphie (l'UGECAM PACA & Corse fournira la charte graphique) en option
- La livraison sur chaque site
- La mise en service
- La carte grise au nom de UNION DE GESTION DES ETABLISSEMENTS DE CAISSE D'ASSURANCE MALADIE PACA & Corse (UGECAM PACA & Corse)
- L'immatriculation
- La fourniture de gilets de sécurité, d'un triangle de pré-signalisation, 2 éthylotests, une trousse de secours ainsi qu'une boîte d'ampoules de rechange
- L'entretien pendant la période de garantie
- Pour le lot 1, la reprise éventuelle à la livraison des véhicules, des anciens véhicules de chaque site
- Pour le lot 1, le contrat d'entretien éventuel des véhicules pour une durée totale de 5 ans en variante,
- Pour le lot 2, le contrat d'assurance éventuel des véhicules en variante.

L'UGECAM PACA & Corse se réserve le droit d'affirmer ou pas cette variante. La précision sera apportée au soumissionnaire sur le bon de commande du marché subséquent.

18.7 – Jugement des offres pour les marchés subséquents

18.7.1 - Critère prix lot n°1

Prix : 60%

- Si non reprise de véhicule et sans variante entretien : 60% calculé sur le coût d'acquisition
- Si non reprise de véhicule mais avec variante entretien : 50% calculé sur le coût d'acquisition et 10% concernant le montant mensuel d'un contrat d'entretien à minima et d'un contrat d'entretien intégral (hors pneumatiques et carrosserie) avec extension de garantie sur 5 ans
- Si reprise de véhicule et sans variante entretien : 50% calculé sur le coût d'acquisition et 10% sur le montant alloué à la reprise de véhicules
- Si reprise de véhicule avec variante entretien : 40% calculé sur le coût d'acquisition, 10% sur le montant alloué à la reprise de véhicules et 10% concernant le montant mensuel d'un contrat d'entretien à minima et d'un contrat d'entretien intégral (hors pneumatiques et carrosserie) avec extension de garantie sur 5 ans

Les candidats devront maintenir les prix proposés dans le cadre de leur candidature pour une durée de 2 (deux) mois à compter du dépôt de leur offre.

18.7.2 - Critère prix lot n°2

Prix : 60% calculé sur le coût d'acquisition.

Les candidats devront maintenir les prix proposés dans le cadre de leur candidature pour une durée de 2 (deux) mois à compter du dépôt de leur offre.

18.7.3 – Valeur technique pour le lot 1

Valeur Technique : 40%

- Qualité des véhicules proposés dans le DQE par lot : 15 %
- Durée des garanties : 5 %
- Réseau de garage soumissionnaire / établissements de l'UGECAM PACA Corse: 5%
- Qualité des contrats d'entretien : 5%
- Modalités et délais de livraison des véhicules du DQE : 10 %

Le choix définitif des catégories et énergies des véhicules prévus à l'achat en 2025 sera validé par la Direction Générale suite à la commission d'attribution de l'accord cadre en fonction des budgets alloués.

18.7.4 – Valeur technique pour le lot 2

Valeur Technique : 40%

- Qualité des véhicules proposés dans le DQE par lot : 15 %
- Réseau de garage soumissionnaire / établissements de l'UGECAM PACA Corse : 5 %
- Durée des garanties : 5%
- Qualité de l'entretien évaluée au travers des prestations proposées en complément des dispositions de l'article 9.5.1 du CCTP lot n°2 : 5 %
- Modalités et délais de livraison des véhicules : 10 %

Le choix définitif des catégories et énergies des véhicules prévus à l'achat en 2025 sera validé par la Direction Générale suite à la commission d'attribution de l'accord cadre en fonction des budgets alloués.

18.8 – Notification des marchés subséquents

Les marchés qui seront conclus sur la base de l'accord-cadre seront dits « marchés subséquents » et exécutés par l'émission de bons de commande.

Le bon de commande vaut notification du marché subséquent.

Article 19 – Dispositions particulières des marchés subséquents

19.1 – Motivation de non-réponse

En cas de non réponse lors de la mise en concurrence pour un marché subséquent, situé dans un lot sur lequel le titulaire s'est engagé à faire des offres, celui-ci doit motiver son absence d'offre, justifications formelles à l'appui. Sera une motivation recevable, l'indisponibilité momentanée et accidentelle, pour des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur, de moyens humains ou matériels. Ne sera pas recevable l'engagement de ces moyens sur d'autres marchés ou clients. Il appartient au titulaire de prendre toutes mesures, recrutements, intérim, location de matériel, sous-traitance pour faire face à ses engagements.

19.2 – Pénalité pour non-réponse

En cas de non réponse non motivée (ou dont la motivation serait irrecevable) lors de la mise en concurrence pour un marché subséquent, situé dans un lot sur lequel le titulaire s'est engagé à faire des offres, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de 300 € par constat suivant détail à l'article n° 27 du présent CCAP.

19.3 – Pénalités pour retard de livraison

En cas de retard sur la date de livraison fixé par le bon de commande, le titulaire est passible d'une pénalité de retard de 50 € par jour de retard suivant détail à l'article 27 du présent CCAP.

Les pénalités pourront être appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation entre la date de livraison prévue et la date de livraison réelle. Elles sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à faire au titulaire.

En cas de non-respect des délais constatés sur une période de 3 mois consécutifs, si le cumul des jours de retard constatés dépasse 20 jours, l'UGECAM PACA et Corse se réserve le droit d'évincer le titulaire de l'accord cadre conformément à l'article 29 du présent CCAP.

Partie 5 – Constatation de l'exécution, garantie et maintenance

Article 20 – Opérations de vérification et admission

20.1 – Vérifications – admission – transfert de propriété

Conformément aux articles 27 à 30 du CCAG FCS, à la réception des fournitures et/ou prestations, les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées par les responsables des services destinataires.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas informé des jours et heures fixés pour les vérifications.

Le pouvoir adjudicateur dispose cependant d'un délai de 15 jours à compter de la réception pour élever d'éventuelles réclamations concernant la qualité ou la quantité des fournitures. L'absence de réclamation dans ce délai de 15 Jours vaut décision d'admission définitive. Le transfert de propriété est réalisé par cette admission définitive qui est également le point de départ du délai de garantie.

Toute marchandise livrée déclarée non conforme doit être enlevée dans les plus brefs délais aux frais du fournisseur.

Conformément aux dispositions de l'article 27.2.1 du CCAG, quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. **Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.**

Il est précisé que le fournisseur doit absolument respecter les marques qu'il a proposées dans son offre. Pour toute autre marque proposée, le titulaire devra justifier que les nouvelles marques proposées sont d'une qualité et de propriétés techniques équivalentes (échantillons, fiches techniques, fiches de sécurité).

20.2 – Constat d'exécution du service

Une fiche d'incident (annexe 1 du cahier des clauses administratives particulières - CCAP) portant toutes les constatations relatives aux manquements dans l'exécution de la prestation, établie sous la responsabilité du représentant du site bénéficiaire, par les services effectuant les contrôles, sera transmise au titulaire, dès constat d'un incident.

En tout état de cause, une intervention immédiate du représentant du site bénéficiaire ou de son suppléant, auprès du titulaire ou de son responsable de site, dès constatation d'une mauvaise exécution des prestations, est possible à tout moment, afin que celui-ci procède aux corrections nécessaires avant qu'il ne soit fait application de réfections et/ou de pénalités.

Article 21 – Garantie

Les fournitures et/ou prestations bénéficient de la garantie des fabricants contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter de leur réception. La garantie proposée doit être au moins d'un an (durée à préciser dans le mémoire technique). Au titre de cette garantie, l'article 33 du CCAG Fournitures courantes et Services s'applique.

Pendant la durée de cette garantie, le titulaire est tenu de remédier aux défauts ou désordres constatés du fait de l'exécution des prestations et/ou de la qualité des pièces, et de procéder, le cas échéant, à toutes les réparations ou adaptations nécessaires dans un délai de 7 jours ouvrés.

La garantie ne s'applique ni aux détériorations provenant d'une usure normale ou de défaut d'entretien ou de surveillance, d'utilisation irrationnelle ou délictueuse, ni aux cas de force majeure.

Pendant cette période, le titulaire assure à ses frais le remplacement de(s) la(les) fourniture(s) défectueuse(s).

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce, et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle, des fournitures faisant l'objet du présent marché.

Les révisions obligatoires pendant la période de garantie des véhicules de chaque lot sont incluses.

Partie 6 – Clauses diverses

Article 22 – Dispositions applicables en cas de titulaires étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Article 23 – Clause de réexamen

En application des articles L2194-1 et R2194-1 à 10 du Code de la Commande Publique, des avenants pourront être conclus en cours de marché dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- Motif d'intérêt général n'apportant pas de modification substantielle au contrat initial (complément d'information administratif ou technique)
- Modifications de références
- Transfert de contrat dans le cas d'opérations de restructurations de société, réorganisation administrative de nature purement interne du cocontractant du pouvoir adjudicateur, désignation d'un tiers pour la gestion commerciale etc. sous réserve de maintien des conditions du contrat
- Variation de prix en cas de survenance d'évènements qui pourraient altérer en cours d'exécution l'équilibre financier du contrat (par exemple changement de normes)
- Précisions concernant des prestations complémentaires relevant de l'objet du contrat
- Prolongation du marché dans des circonstances dûment justifiées
- Précisions suite à erreur matérielle

- Circonstances imprévues ou imprévisibles (difficultés matérielles rencontrées en cours d'exécution d'un marché).
- Services ou fournitures supplémentaires qui sont devenues nécessaires dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraîneraient pas une augmentation du marché supérieure à 50 % du montant initial et à la double condition :
- Qu'un changement de contractant serait impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial et
- Présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts.

Si le prix impacte de plus de 5% le montant du marché : un avenant sera réalisé.

En tout état de cause, le réexamen n'a pas pour objet de palier une mauvaise compréhension du titulaire des prestations à effectuer au titre du présent marché.

Article 24 – Confidentialité

L'article 5 du CCAG FCS est complété comme suit :

24.1 – Confidentialité des échanges dans le cadre du marché

Les parties s'engagent à ne pas divulguer les informations confidentielles échangées dans le cadre du présent marché et s'engagent à prendre toutes mesures propres à empêcher une telle divulgation. Elles se portent fort du respect par leurs salariés de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

Cette obligation se maintient pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par la volonté de l'UGECAM Paca Corse.

Le titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de non divulgation.

L'UGECAM Paca Corse pourra, quant à elle, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la communication des documents administratifs, communiquer le marché à toutes personnes intéressées, dans les conditions précisées par la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Préalablement à cette communication, l'UGECAM Paca Corse s'engage à expurger des dispositions contractuelles toutes informations relatives à la vie privée, au secret industriel, commercial.

24.2 – Confidentialité des données

Les supports informatiques fournis par l'UGECAM Paca Corse au titre du présent du marché et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété de l'UGECAM Paca Corse.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures au titre du RGPD. Tout manquement sera susceptible d'entraîner des sanctions, voire la résiliation.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent du marché ;
- Et en fin de marché à :
 - Procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Ou à :
 - Restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent marché.

A ce titre, si le titulaire sous traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

L'UGECAM Paca Corse se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'elle aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal.

L'UGECAM Paca Corse pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Article 25 – Obligations du titulaire

Le titulaire doit remettre :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative,

certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

La circulaire 14 févr. 2012, NOR : EFIM1201512C, Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (Article 17.1.1) fait peser, à cet égard, une obligation de vigilance sur le donneur d'ordre.

Cette attestation doit être demandée tous les six mois durant l'exécution du contrat.

Depuis la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 (Article 93) de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, tout contrat écrit, passé par une personne morale de droit public, doit prévoir qu'une pénalité peut être infligée au cocontractant qui ne respecterait pas les obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Article 26 – Evaluation de la prestation

L'UGECAM Paca Corse met en place une évaluation de ces prestataires dans le cadre d'une démarche qualité de sa politique d'achats.

Tout au long de l'exécution du marché, le prestataire est évalué sur le respect de ses engagements définis dans les pièces contractuelles et dans l'offre du prestataire lors de l'attribution du marché.

Il pourra lui être notamment demandé la transmission de ses performances en matière de RSE - Responsabilité Sociétale des Entreprises, sur la base de son engagement contractuel, par la fiche « Engagement Responsabilité Sociétale des Entreprises ».

A la fin de l'exécution de la prestation, l'UGECAM pourra établir un rapport d'évaluation d'exécution de sa prestation basée sur des informations réelles et fiables qu'il notifiera au titulaire. Le titulaire disposera d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de cette notification pour user de son droit de défense. Il fournira à la personne publique toute justification aux faits qui lui sont, le cas échéant, reprochés qu'il jugera utile.

Ce dossier d'évaluation pourra être notamment pris en compte lors de consultations ultérieures lancées par la personne publique, dans le cadre des expériences préalables réalisées par le prestataire pour des prestations similaires au cours des cinq dernières années.

Partie 7 – Défaillance dans l'exécution

Article 27 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, voici le barème des pénalités appliquées dans le présent marché :

Chaque fois que l'UGECAM PACA CORSE constatera :

- Un non-respect des délais d'exécution que ce soit dans les prestations forfaitaires ou non forfaitaires,
- Une inexécution totale ou partielle de l'une quelconque de ses prestations.

Le titulaire sera passible d'une pénalité applicable de plein droit sans mise en demeure préalable. Un rappel écrit (courriel, fiche incident) pourra émaner de l'UGECAM Paca Corse, mais il ne conditionne pas l'application des pénalités.

En effet, compte tenu des résultats à atteindre et de la nécessité d'assurer en permanence et dans les meilleures conditions la continuité de service, en cas de non réalisation par le titulaire des obligations liées au présent contrat, l'UGECAM Paca Corse appliquera les pénalités définies ci-après.

N°	Défauts constatés	Pénalités
1	Retard dans le délai de livraison	50 € / jour de retard
2	Retard d'exécution des prestations	50 € / jour de retard
3	Retard ou Défaut d'exécution des prestations (Manque d'une fourniture ou d'une prestation à la livraison)	30 € / constat cumulable avec la pénalité afférente au retard d'exécution
4	Retard dans le délai de remise des devis	20 € / jour de retard
5	Absence d'identification du personnel	10 € / constat
6	Non réponse au marché subséquent	300 € / constat

Les pénalités de retard ne s'appliquent pas :

- Si un véhicule équivalent est mis à disposition de la personne publique dans les conditions prévues aux articles 2 et 5 du présent CCAP,
- Quand les jours de retard sont imputables à la personne publique.

Pour tout autre retard constaté à la bonne exécution, il sera fait application de la pénalité suivante, calculée par application de la formule $P = (V * R) / 300$ dans laquelle :

P = montant des pénalités ;

V = valeur pénalisée ; cette valeur est égale à la valeur des prestations en retard ou mal exécutée, exceptionnellement de l'ensemble des prestations, si le retard de livraison d'une partie rend

l'ensemble inutilisable. Cette valeur est celle des prix figurant au marché éventuellement actualisés, mais non révisés ;

R = nombre de jours de retard ou constat de mauvaise exécution

Par ailleurs, il est précisé que, sauf indication contraire :

1. Toute heure, jour calendaire ou mois commencés sont comptabilisés. Outre la suppression du règlement des prestations non fournies, les pénalités définies ci-dessus sont journalières (le nombre total d'heures de retard ou d'interruption étant transformé en nombre de jours par arrondissement au nombre entier supérieur).
2. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.
3. Ces pénalités sont cumulables non forfaitaires et non libératoires.
4. Conformément à la règle jurisprudentielle de la proportionnalité des pénalités au dommage, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modérer exceptionnellement les pénalités applicables.
5. Si l'UGECAM Paca Corse demande l'application des pénalités décrites ci-dessus et que le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies et que les défauts constatés ne sont pas dus à un manquement à ses obligations.

En cas de perte de clé(s) remise par l'UGECAM au titulaire pour l'exécution de ses prestations sur un des sites, le titulaire verse à l'UGECAM 3 (trois) fois le coût de remplacement et si nécessaire le coût de l'ensemble des modifications entraînées par cette perte, qui peut être le remplacement de toutes les serrures concernées, selon l'organigramme de clés existant sur le site.

Pénalité pour travail dissimulé :

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 28 – Attribution de compétences

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses du présent marché, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l'amiable et de recourir préalablement à tout contentieux formalisé aux services du Médiateur des Entreprises (renseignements sur : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>).

Pour rappel : la Médiation des entreprises propose un service de médiation gratuit, rapide – moins de trois mois – et confidentiel – le secret des affaires est préservé, la notoriété des entreprises également. Le gain de la médiation est double. Elle permet avant tout de dénouer les blocages qui minent les

relations d'affaires et par conséquent de délester les tribunaux des différends pouvant être résolus à l'amiable.

Tout différend lié à l'exécution d'un contrat de droit privé, y compris tacite, ou d'une commande publique, peut faire l'objet d'une saisine.

La procédure s'effectue suite à saisine (possible via site internet). Un médiateur prend contact avec le saisissant dans les 7 jours afin de définir avec lui un schéma d'action. Le médiateur réunit les deux parties et participe au rapprochement des intérêts divergents. Des solutions communes sont élaborées par les médiés. Une médiation peut durer de quelques heures à 2 ou 3 mois maximum, en fonction des difficultés et du temps dont dispose chaque « médié ».

Lorsqu'elle réussit, comme dans 75 % des cas, elle débouche sur un accord qui peut être perçu comme « gagnant-gagnant » par les parties. Celles-ci ont en effet « co-construit » la solution, et elles en maîtrisent les contours.

A défaut d'accord des parties après saisine du Médiateur susmentionné, ledit litige sera porté exclusivement devant le tribunal compétent.

Il s'agit de celui du domicile de la personne publique.

Article 29 – Eviction du titulaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer, sans indemnités, un titulaire de l'accord-cadre, au cas où celui-ci aurait manqué à ses engagements ou obligations :

- À plusieurs reprises en matière d'offres pour les marchés subséquents ;
- Pour le non-respect constaté, notifié et persistant d'une des clauses du présent accord cadre ;
- Par une exécution défaillante d'un ou plusieurs marchés subséquents.

Article 30 – Mesures coercitives

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, en cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution. L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent marché est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 31 – Résiliation

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées par les articles 38 à 42 du CCAG-FCS et dans les cas visés par le Code de la Commande Publique.

En complément des motifs mentionnés par l'article 41.1 du CCAG : en cas d'inexécution par le titulaire d'une quelconque de ses obligations résultant du présent marché, ce dernier pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur quinze jours après mise en demeure restée infructueuse, précisant l'inexécution visée ainsi que l'intention de résilier le marché.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, portant sur la résiliation pour motif d'intérêt général : « Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, de 0 % ».

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du code du travail.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assorti d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celles-ci pour présenter ses observations.

Résiliation pour absence d'offre des titulaires :

L'UGECAM Paca et Corse se réserve le droit de résilier le présent marché après 2 marchés subséquents sans réponse.

Résiliation pour absence de mise concurrence :

Dans le cas d'une attribution mono attributaire, l'UGECAM se réservera le droit de résilier le marché si les conditions proposées par les candidats dans le cadre de leur offre sont défavorables aux intérêts de l'organisme.

Article 32 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'UGECAM PACA CORSE. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans les conditions de l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce. En cas de réponse négative, la résiliation du marché est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans les conditions de l'article L. 641-11-1 du code de commerce. En cas de réponse négative, la résiliation du marché est

prononcée. La résiliation prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Il est expressément stipulé que la résiliation intervenue pour cause de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ne sera pas une résiliation pure et simple. Dans ces conditions, les excédents de dépenses résultant de la défaillance seront à la charge de l'entrepreneur et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Si le nouveau marché entraîne, au contraire, une diminution des dépenses, le bénéfice en résultant, est entièrement acquis au pouvoir adjudicateur.

Partie 8 - Dérogations

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS à l'article 4.2 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS dans l'article 8.1 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS dans l'article 8.3 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS dans l'article 20.1 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS dans l'article 27 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 42 du CCAG FCS dans l'article 31 du présent CCAP

FICHE D'INCIDENT valant mise en demeure

Site :

Titulaire :

Marché n° :

N° de BC :

UTILISER IMPERATIVEMENT CETTE FICHE POUR TOUT INCIDENT

1	NATURE DE L'INCIDENT	Cochez la case correspondante	Détail(s) du ou des incidents
	Retard dans les délais d'exécution		
	Mauvaise exécution		
	Problème de facturation		
	Non communication des rapports		
	Autres (à détailler)		

2	ACTIONS MENEES	Cochez la case correspondante	Observations éventuelles
	Remarque verbale au fournisseur		
	Remarque écrite au fournisseur (@...)		
	Autres (à détailler)		

3	TRAITEMENT PAR LE TITULAIRE	Cochez la case correspondante	Observations éventuelles
	Incident (s) traité(s) rapidement		
	Incident en cours de règlement		

Incident non réglé à ce jour = demande en urgence d'actions correctives		
---	--	--

Note interne : partie à ne compléter qu'en cas de souhait de voir appliquer les pénalités			
4	SANCTIONS <i>note interne : à ne compléter qu'en cas de souhait d'appliquer les pénalités</i>	Cochez la case correspondante	Observations éventuelles
Demande d'application des pénalités <i>(complété par le référent en charge du suivi du marché)</i>			Montant des pénalités applicables : <i>(partie complétée par le service marchés publics)</i>
Validation du service marchés publics <i>(validation par apposition d'une croix ou par courriel interne)</i>			
Validation du Directeur d'Etablissement <i>(validation par apposition d'une croix ou par courriel interne)</i>			

Commentaire (s) complémentaire(s) :

.....

.....

.....

.....

.....

DESTINATAIRES :

- TITULAIRE
- Directeur d'Etablissement
- Service des marchés publics

Nom et Signature de l'émetteur de la fiche d'incident : Nom :	A, Le Signature :
--	--------------------------------------